

COMMUNIQUE

DU COMITE DE DEFENSE ET DE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC

Mardi 13 octobre, au siège de la FCPE, s'est réuni le Comité de Défense et de Développement de l'Enseignement Agricole Public (CDDEAP). Ce comité s'est constitué en 2009 en pleine Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) sous le quinquennat de N.Sarkozy... l'Enseignement Agricole Public était alors exsangue, asphyxié. Or, après une phase de rattrapage sous F.Hollande, l'histoire tend à se répéter sous E.Macron, avec le maintien d'une trajectoire de suppression d'emplois (300 jusqu'en 2022) clairement non soutenable pour les établissements publics d'enseignement.

Les soutiens de l'Enseignement Agricole Public qui chaque année prennent un certain nombre d'initiatives en vue de promouvoir le développement des établissements publics agricoles, ont ainsi provoqué cette nouvelle réunion du CDDEAP avec une conscience partagée de l'urgence de ce qui va se jouer dans les semaines qui viennent à l'Assemblée, puis au Sénat, quant à l'avenir assombri de l'Enseignement Agricole Public. Ont ainsi répondu présents la FCPE, la Confédération Paysanne, la FNAF CGT, le SNETAP-FSU, la CGT Agri, ainsi qu'un certain nombre de Parlementaires de l'Assemblée comme du Sénat.

Les constats partagés sont les suivants :

- il est proprement inacceptable de voir impuissant, abaisser l'outil public de formation agricole, à l'heure où les enjeux environnementaux, agricoles, alimentaires et sociétaux n'ont jamais été aussi importants – transition écologique à conduire, renouvellement de près de 50% de la profession agricole sous 10 ans à réussir, alimentation de qualité et santé publique à garantir ;

- les établissements agricoles publics sont d'ores et déjà au bord de la rupture, sachant que pour arriver à ne pas fermer de lycées ces deux dernières années cela s'est fait au prix d'un abaissement continu des conditions d'accueil et d'apprentissage, avec en particulier la suppression des dédoublements réglementaires, ou encore la mise en cause de l'accompagnement personnalisé des élèves ;

- il y a urgence à agir, à dénoncer la marchandisation de l'École publique pour ne pas dire sa « vente à la découpe » (à l'image du projet d'ouverture au privé de la formation et de la recherche vétérinaire), à stopper les suppressions d'emplois toujours programmées jusqu'à la fin du quinquennat dans l'enseignement technique agricole et au-delà à procéder à un nécessaire rattrapage au regard du sous-investissement manifeste qui sévit depuis de trop nombreuses années ;

- il nous revient collectivement de porter une toute autre ambition pour l'Enseignement Agricole Public, ses établissements et ses exploitations agricoles et ateliers technologiques, comme autant d'outils publics à mettre résolument au service de la nécessaire transition agro-écologique et de la relocalisation de la production agricole, en vue de favoriser un modèle d'agriculture paysanne économe et créatrice d'emplois.

Les membres du CDDEAP décident d'engager ensemble un certain nombre d'actions de court et moyen termes :

- conduire la bataille budgétaire qui s'impose au Parlement (interpellations, auditions, propositions d'amendements...), avec une prochaine réunion publique du Comité à l'occasion de l'examen du PLF au Sénat ;

- lancer une campagne d'opinion, avec un certain nombre de supports, d'initiatives publiques, et travailler à l'élaboration d'un manifeste en faveur de l'Enseignement Agricole Public en vue des échéances électorales de 2021 dans les territoires et de 2022 au niveau national.

Paris, le 26 octobre 2020

Pour le Comité de Défense et de Développement de l'Enseignement Agricole Public

FCPE – Rodrigo Arénas, Co-Président Confédération paysanne – Véronique Marchesseau, Secrétaire Générale, élèveuse dans le Morbihan FNAF-CGT – Damien Ferrier, Secrétaire National CGT AGRICOLE – Thierry Jacob et Fabienne Vasseur, Co-Secrétaires Généraux SNETAP-FSU – Frédéric Chassagnette et Clémentine Mattéi, Co-Secrétaires Généraux	PCF – André Chassaigne, Député groupe GDR / Pierre Ouzoulias, Sénateur groupe CRCE LFI – Loïc Prud'homme, Député groupe LFI EELV – Joël Labbé, Sénateur groupe Écologiste, Solidarité et Territoires PS – Guillaume Garot, Sylvie Tolmont, Michèle Victory, Boris Vallaud, Députés groupe PS
---	---